

REGARDS ÉCONOMIQUES



N° 38 - Mai 2017 - cfecgc.org

1^{er} trimestre 2017 :

0,3 % DE CROISSANCE ET UN CREUSEMENT IMPORTANT DU DÉFICIT COMMERCIAL

Au 4^e trimestre 2016, le PIB a progressé de 0,5 %, portant la croissance 2016 légèrement au-dessus d'1 %. Au 1^{er} trimestre 2017, le PIB décélère légèrement (0,3 %), freiné par les mauvais résultats du commerce extérieur.

En effet, avec des exportations en recul sur le trimestre (-0,7 %) et une hausse des importations (+1,5 %), le commerce extérieur pèse sur la croissance du PIB avec une contribution négative de 0,7 point. Le déficit commercial sur 12 mois s'accroît ainsi de plus de 7 milliards par rapport à la fin de l'année 2016 pour s'établir à 56,5 milliards d'euros. La balance commerciale du 1^{er} trimestre souffre particulièrement d'un recul des exportations du secteur aéronautique, contrecoup des livraisons exceptionnelles de la fin d'année 2016.

A contrario, la demande intérieure contribue positivement à la croissance du PIB (+0,4 point) à la faveur d'une accélération de l'investissement des entreprises non financières (+1,3 % contre 0,9 % au 4^e trimestre 2016). La consommation des ménages ralentit fortement (+0,1 % contre +0,6 % au 4^e trimestre 2016), du fait d'un recul important des dépenses énergétiques des ménages.

Enfin, la variation des stocks contribue positivement à la croissance du PIB (+0,6 point), les entreprises ayant particulièrement reconstitué leurs stocks dans certains secteurs (matériels de transport et certains produits industriels : chimie, pharmacie, plasturgie).

L'Insee prévoit une croissance supérieure au deuxième trimestre (+0,5 %), l'activité retrouvant petit à petit un rythme comparable à celui des pays voisins, après trois années de croissance plus faible que celle de la zone euro.

INFO PRATIQUE

Comment déclarer sa cotisation syndicale annuelle ?

La date limite de déclaration de vos revenus approchant à grand pas, n'oubliez pas de déclarer votre cotisation syndicale annuelle. Deux options s'offrent à vous :

- Si vous avez choisi l'option « **frais réels** » de déduction des frais professionnels, vous pouvez déduire la totalité de votre cotisation syndicale annuelle au même titre que vos autres frais déductibles (frais de repas, dépenses de voiture...).
- Si vous avez opté pour une déduction forfaitaire de 10 % de vos frais professionnels (option par défaut) alors vous pouvez bénéficier d'un crédit d'impôt équivalent à 66 % de votre cotisation syndicale annuelle. Concrètement, il vous suffit pour cela, dans votre déclaration d'impôt 2017, de remplir la case 7AC avec le montant de votre cotisation annuelle versée.

QUELQUES CHIFFRES

2 222,9 Mds €

PIB France 2016

0,50 %

Inflation (moyenne des 12 derniers mois à fin mars)

2 147 Mds€

96 % du PIB
Dette publique
(fin du 4^e trimestre 2016)

- 56,5 Mds€

Balance commerciale (douze derniers mois à fin mars 2017)

10,0 %

Chômage au sens du BIT
(4^e trimestre 2016)

1 257 Mds€

56,6 % du PIB
Dépenses publiques 2016

L'ESPOIR D'UNE REPRISE ?

ENTREPRISES

Climat des affaires : embellie à venir dans l'industrie

En avril 2017, l'indicateur de climat des affaires, établi à partir d'une enquête auprès des chefs d'entreprise, est toujours au-dessus de sa moyenne de long terme (100). Il s'établit ainsi à 104 – soit quasiment le même niveau depuis fin 2016.

Cette embellie concerne la plupart des secteurs : le secteur de l'industrie enregistre +3 points sur un mois (108) et le secteur du bâtiment reste stable (100). Deux autres secteurs ont un indicateur au-dessus de leur moyenne de long terme tout en enregistrant une baisse sur un mois. Il s'agit du secteur des services qui perd un point (103) et celui du commerce de détail qui perd trois points en un mois (103).

Même chose concernant l'indicateur du climat de l'emploi qui s'établit à 107 pour le mois d'avril -quasi stable depuis la fin 2016.

Les investissements dans l'industrie en hausse de 6 %

Les chefs d'entreprises de l'industrie manufacturière prévoient une hausse de leurs investissements de 6 % en 2017 par rapport à 2016 après avoir réalisé une hausse de 4 % de leurs investissements en 2016 par rapport à 2015.

Dans le détail, cette hausse de l'investissement est principalement le fait du dynamisme du secteur de la fabrication de biens d'équipement. Les investissements sont en majorité destinés au renouvellement et à la modernisation des équipements.

MÉNAGES

Confiance des ménages : optimisme de rigueur

Depuis le début de l'année, l'indicateur de confiance des ménages est stable et se situe au niveau de sa moyenne de long terme (100). Peu d'évolution d'un mois sur l'autre donc et une opinion des ménages globalement plus favorable concernant l'avenir.

Ainsi, même si l'opinion des ménages sur leur situation financière future est stable mais au-dessous de la moyenne de long terme, la proportion de ménages estimant qu'il est opportun de faire des achats importants augmente de 3 points et se situe au-dessus de la moyenne de long terme. De même, les ménages sont confiants sur leur capacité d'épargne actuelle et future (+ 1 point en un mois).

Concernant le contexte économique français, les ménages maintiennent cet optimisme pour le niveau de vie futur (+1 point et au plus haut niveau depuis octobre 2007). Par ailleurs les craintes concernant le chômage diminuent de 4 points et atteignent leur plus bas niveau depuis juin 2008.

La consommation des ménages à la baisse

Les dépenses de consommation des ménages diminuent de nouveau en mars de 0,4 % après une baisse de 0,7 % en février. En mars 2017, tous les postes de dépenses de consommation diminuent : -0,3 % pour les dépenses alimentaires, -0,1 % pour les biens fabriqués... Mais c'est principalement la consommation d'énergie qui a diminué (-1,8 % en mars, -10,9 % en février !) du fait d'une météo plus clémente en février qu'en janvier.

Si on considère une période d'observation plus longue, la diminution des dépenses de consommation s'observe toujours : -1 % en un an et -0,4 % sur un trimestre toujours essentiellement due à une baisse des dépenses de consommation en énergie (-8,2 % sur un an et -3,8 % sur un trimestre).

CHÔMAGE

A fin mars 2017, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A s'établit à 3 508 100, soit une augmentation de 1,3 % sur un mois, de 1,2 % sur trois mois et une baisse de 0,9 % sur un an.

En prenant en compte les catégories A, B et C, le nombre de demandeurs d'emploi est de 5 503 800 à fin mars 2017 (-0,2 % en un mois, +0,7 % sur trois mois et +0,9 % sur un an).

CONTACTS :

Gérard Mardiné,
secrétaire national en
charge du secteur
Économie et Industrie,
Développement
durable, RSE, Logement
gerard.mardine@cfecgc.fr

Service Économie
Anne Bernard,
Justine Vincent
Francine Didier,
Kevin Gaillardet
kevin.gaillardet@cfecgc.fr

MAISON DE LA CFE-CGC

59 rue du Rocher
75008 Paris
+33 (0)1 55 30 12 12
www.cfecgc.org

